

POLITIQUES ECONOMIQUES

Ces politiques vont vous permettre d'améliorer la situation économique en suivant un ensemble de décisions appropriées.

Les politiques économiques possibles sont de quatre types. La première, la politique libérale ne présente que peu d'intérêt au niveau de la simulation car elle ne laisse pratiquement pas de champ d'intervention à l'Etat. Celui-ci ne doit pas en théorie intervenir sauf sur les taux d'intérêt en cas d'inflation. Nous ne présenterons donc en détail que les trois autres en fonction des décisions à prendre.

OBJECTIFS RECHERCHES

POLITIQUE DE RIGUEUR	POLITIQUE DE RELANCE PAR L'INVESTISSEMENT	POLITIQUE DE RELANCE PAR LA CONSOMMATION
INFLATION ENDETTEMENT	BALANCE COMMERCIALE INVESTISSEMENT EPARGNE CROISSANCE	REVENUS DES MENAGES CONSOMMATION CROISSANCE
<p>La politique de rigueur a pour objectif d'assainir les finances publiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> en supprimant ou réduisant le déficit budgétaire en supprimant ou réduisant le déficit social en réduisant le poids de la dette extérieure <p>Les mesures économiques qui vont être prises auront également pour conséquence de diminuer l'inflation, ce qui rendra l'économie plus compétitive avec les autres pays.</p> <p>Cette politique peu populaire au niveau interne, sera appréciée par l'extérieur et aura pour conséquence une revalorisation de l'indice de la monnaie nationale.</p> <p>La politique de rigueur a pour conséquence la récession ou la dépression suivant le degré des décisions. La récession, c'est le ralentissement de la croissance, on passe de 5% à 3% par exemple. Il ne faut pas confondre avec la dépression ou il n'y a plus de croissance.</p>	<p>Cette politique a pour objectif de rendre l'économie de l'Arctica plus compétitive grâce à des entreprises performantes.</p> <p>Elle permettra d'améliorer la balance commerciale, grâce à une augmentation des exportations et une diminution des biens et des services importés.</p> <p>Cette politique se traduira par la croissance de la production et une diminution du chômage.</p> <p>« Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain »</p> <p>Elle favorise également la réévaluation de l'indice de la monnaie du pays.</p> <p>Les décisions devront permettre aux entreprises d'améliorer leur rentabilité en allégeant leurs charges, puis à les inciter à investir afin d'améliorer leur productivité et en conséquence leur compétitivité.</p>	<p>C'est la politique économique la plus connue et la plus populaire dont l'inspirateur est John Maynard KEYNES</p> <p>Cette politique a pour objectif de relancer la croissance par l'augmentation de la consommation des ménages. Elle passe par une augmentation du des revenus de ces derniers et un déficit budgétaire de l'Etat.</p> <p>Keynes a défini le principe du multiplicateur dont le fonctionnement est le suivant, l'investissement ou la consommation ont un effet multiplicateur sur le revenu (X 5 par exemple).</p> <p>De plus cet effet multiplicateur permet de dégager une épargne grâce à l'augmentation des impôts liés à la croissance qui en assure le financement ou de rembourser d'éventuels emprunts.</p> <p>Plus la consommation marginale liée à cette augmentation des revenus des ménages sera élevée, plus la politique sera efficace</p>

POLITIQUE DE RIGUEUR	POLITIQUE DE RELANCE PAR L'INVESTISSEMENT	POLITIQUE DE RELANCE PAR LA CONSOMMATION
DECISIONS POLITIQUE SOCIALE		
La politique sociale est celle qui consiste à redistribuer une partie des revenus à certaines catégories de la population en fonction de règles fixées par l'Etat et la négociation entre les entreprises et les salariés. Cette politique a des conséquences directes sur les équilibres économiques		

TAUX DE COTISATIONS SOCIALES		
Il faut stabiliser les taux de manière à ne pas gêner la compétitivité des entreprises nationales lors d'une relance économique à la période suivante. Une trop forte augmentation pourrait mettre en péril la survie des entreprises locales.	Il faut diminuer les taux de manière à baisser les charges des entreprises et les rendre plus compétitives sur les marchés internes et externes. Cette diminution doit être progressive et doit être financée par une croissance forte et une hausse de la CSG.	Il faut diminuer les taux, de manière à favoriser l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et la compétitivité des entreprises sur le marché extérieur. La forte croissance compensera la diminution.
AUGMENTATION DES SALAIRES par rapport à l'inflation		
Il faut la diminuer (valeur négative) de manière à stopper la hausse généralisée des prix.	Il faut la stabiliser (pas plus de 0% à 1%) afin de ne pas augmenter les charges des entreprises.	Il faut l'augmenter mais pas plus de 2% de manière à ne pas faire repartir l'inflation.
L'état n'a pas en principe à intervenir sur le montant des salaires qui sont négociés. L'Etat peut cependant fixer un salaire minimum afin de soutenir les revenus et la consommation des ménages mais le risque est de relancer l'inflation.		
CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE		
La contribution sociale généralisée C.S.G est un prélèvement sur l'ensemble des revenus du travail et de la propriété destinés à financer les dépenses sociales. Son impact ne repose pas uniquement sur les entreprises par l'intermédiaire des salaires. Elle permet de financer l'augmentation des dépenses sociales sans augmenter les taux de cotisation sociale.		
Il faut l'augmenter de manière à rembourser l'endettement avec les excédents dégagés.	Il faut l'augmenter car elle est prélevée sur les revenus du capital et compense la baisse des cotisations sociales.	Il faut la diminuer de manière à augmenter le pouvoir d'achat des ménages.
REMBOURSEMENT DEPENSES MALADIE		
Il faut le diminuer de manière à dégager un excédent dans ce domaine social qui servira à rembourser la dette extérieure mais une diminution trop forte risque de réduire trop l'activité économique et de diminuer les recettes globales.	Il faut l'augmenter afin de relancer la consommation des ménages et la croissance mais sans créer des déficits trop élevés.	Il faut l'augmenter de manière à favoriser le pouvoir d'achat des ménages en particulier des plus démunis qui consomment le plus en valeur relative.


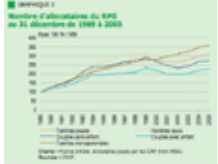
POLITIQUE DE RIGUEUR		POLITIQUE DE RELANCE PAR L'INVESTISSEMENT	POLITIQUE DE RELANCE PAR LA CONSOMMATION
DECISIONS BUDGETAIRES			
Ces décisions ont pour objectif à la fois de gérer les dépenses de l'Etat obligatoires : Education, armée, police.. (Etat gendarme) mais aussi d'agir afin de relancer la croissance et la compétitivité économique. Les baisses d'impôt et les augmentations de dépenses assurent la croissance dans la mesure où les déficits sont maintenus à un niveau raisonnable (Etat providence)			
TAUX D'IMPOT SUR LES REVENUS			
L'impôt sur le revenu est prélevé sur l'ensemble de revenus des ménages (travail et capital). Dans la simulation il s'agit d'un taux moyen			
Il faut augmenter légèrement le taux de manière à créer un excédent budgétaire qui permettra de réduire l'endettement et de diminuer l'inflation.	Il faut le laisser constant car les revenus non reversés en impôt seront épargnés et permettront de financer l'industrie (achat d'actions par exemple). De plus cette relance ne peut se faire qu'avec une consommation soutenue	Il faut diminuer le taux de manière à augmenter les revenus, relancer la consommation des ménages et créer de la croissance (multiplicateur keynésien)	
TAUX D'IMPOT SUR LES BENEFICES			
Il faut le diminuer légèrement afin de compenser le ralentissement de l'activité et maintenir la croissance. Les chômeurs sont rémunérés, il faut donc ne pas en avoir trop, ce qui créerait un déficit social.	Il faut le baisser le plus possible de manière à permettre aux entreprises de trouver les fonds nécessaires à leurs investissements et améliorer ainsi leur compétitivité.	Les entreprises doivent investir pour répondre à la demande des ménages, donc ce taux doit plutôt baisser.	
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE			
Il faut la baisser d'environ deux points de manière à lutter contre l'inflation	Une hausse permet d'augmenter les recettes mais risque de relancer l'inflation. Une baisse trop importante prive l'Etat de sa principale ressource d'aide à la redistribution	Une baisse permet de relancer la consommation des ménages en diminuant les prix. Une augmentation permet de financer les déficits sans nuire aux entreprises.	

POLITIQUE DE RIGUEUR	POLITIQUE DE RELANCE PAR L'INVESTISSEMENT	POLITIQUE DE RELANCE PAR LA CONSOMMATION
FRAIS DE FONCTIONNEMENT		

Dans la simulation ces dépenses peuvent diminuer, ce qui permet de terminer plus rapidement cette politique économique. Dans la réalité leur diminution est beaucoup plus délicate...	<p>Les dépenses de fonctionnement correspondent essentiellement à la rémunération des fonctionnaires.</p> <p>Ce n'est pas la dépense essentielle à mettre en avant dans cette politique</p>	C'est un moyen efficace et rapide pour l'Etat de relancer la consommation (embauche de nouveaux fonctionnaires ou augmentation des salaires)
---	---	--

INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES		
Ce sont les dépenses que l'on peut différer de manière à réaliser des économies	Ces dépenses permettent aux entreprises du pays de réaliser du chiffre d'affaires afin de financer leur investissement et de créer un cadre favorable (amélioration transports).	<p>Ces dépenses vont permettre aux entreprises d'embaucher, donc de lancer l'effet multiplicateur.</p> <p>D'après Keynes les travaux engagés par l'état permettent de relancer l'économie (politique de grands travaux).</p>

TRANSFERT VERS LES ENTREPRISES		
Dans cette politique ce n'est pas la priorité essentielle mais il faut penser à l'avenir	C'est en effet la mesure essentielle de cette politique mais elle ne doit pas nuire à la concurrence internationale (OMC).	C'est une mesure d'accompagnement mais elle ne correspond pas à une priorité dans ce type de politique économique

TRANSFERT VERS LES MENAGES		 
Dans cette politique ce n'est pas la priorité essentielle	Ce n'est pas une mesure essentielle mais les entreprises ont besoin d'une demande de la part des ménages. Une augmentation ne peut avoir que des conséquences favorables	C'est une mesure essentielle de relance par la consommation, car toutes ses dépenses sont réinjectées immédiatement et augmentent la consommation des ménages.

DECISIONS MONETAIRES		
POLITIQUE DE RIGUEUR	POLITIQUE DE RELANCE PAR L'INVESTISSEMENT	POLITIQUE DE RELANCE PAR LA CONSOMMATION
Les taux d'intérêt sont déterminés par les banques centrales. Une hausse freine l'inflation et la croissance et une baisse accélère la croissance économique		
TAUX D'INTERET A COURT TERME		 
La stabilité du taux d'intérêt ralentit l'économie et bloque l'inflation mais attention il faut qu'elle puisse repartir	Il doit être diminué fortement sauf en cas d'inflation afin de permettre aux entreprises de s'endetter et d'investir	Il doit être diminué sauf en cas d'inflation afin de permettre aux ménages de s'endetter et de consommer
TAUX D'INTERET A MOYEN TERME		
Il doit être le plus proche possible du taux d'intérêt à court terme	Plus le taux d'intérêt est faible, plus les entreprises pourront investir pour améliorer la compétitivité de leurs produits.	Plus le taux d'intérêt sera faible plus les ménages emprunteront pour consommer (achat de voitures par exemple).
DECISIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES POLITIQUES ECONOMIQUES		
Ce sont des mesures ponctuelles d'accompagnement des décisions budgétaires et monétaires		
POLITIQUE DE RIGUEUR	POLITIQUE DE RELANCE PAR L'INVESTISSEMENT	POLITIQUE DE RELANCE PAR LA CONSOMMATION
MESURES EN FAVEUR DE L'EPARGNE OU DE LA CONSOMMATION permettent de renforcer la relance par l'investissement (aide à l'épargne) ou la relance de la consommation (aide à la consommation)		 
Aucune ou en faveur de l'épargne	En faveur de l'épargne	En faveur de la consommation
DUREE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL, AGE DE LA RETRAITE, %IMMIGRES		
Ces décisions sont liées aux résultats obtenus et à l'évolution de la population active. Elles ne doivent être prises en compte que lorsque le taux de chômage est très faible ou si la croissance doit être freinée par une main d'œuvre insuffisante. Il n'est pas souhaitable de faire travailler les habitants plus de 40 heures et de les faire cotiser plus de 43 ans.		